Numéro 23
Jeudi
1er novembre 1979
Prix : 1 F
12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Gabon : ambassadeur de France, ex-barbouze • Centrale de Tricastin : malgré les risques • Arras : Congrès des élus • Ardennes : promesses non-tenues • Centrafrique : Bokassa, Dacko, Patassé • Sud-Ouest : plan gouvernemental rejeté • Santé : plan d'action des G.s.e • Orange : démission de santé ? • Internationale socialiste : bilan de la rencontre de Lisbonne

Les lettres postées avant sa mort par Robert Boulin mettent en cause certains milieux politiques

Il faut que la lumière soit faite

Bien imprudents ont été ceux qui, sans savoir ni réfléchir, s'en sont pris à la presse. Par réflexe. Parce qu'il subsiste, là, encore, un petit espace de liberté qu'ils rêvent depuis toujours d'occuper.

Ne respectant même pas un délai de décence après la mort de l'un des siens, la droite s'y est précipitée. Passant en quelques heures de l'accusation à l'injure et de l'injure à la menace. A les entendre presque tous - car il y a eu tout de même des exceptions - la presse était le seul et le vrai responsable du geste de désespoir de Robert Boulin. Le président de l'Assemblée nationale est même allé jusqu'à prononcer le mot «d'assassin».

Voix fortes parmi ces procureurs : celle de Georges Marchais. «Il faut en finir...» a dit le secrétaire général du P.c. «Il faut modifier la loi - a dit Monsieur Grandval - et prévoir la disparition définitive d'un journal condamné pour diffamation».

Tous ces censeurs, prompts à condamner sans juger, auraient bien fait d'attendre un peu, voilà que les écrits postumes de Monsieur Boulin les démentent. Ses lettres éclairent le drame d'une autre lumière, dessinent d'autres ombres, désignent d'autres coupables.

Elles mettent en cause le «juge ambitieux» de Caen chargé de l'instruction dans l'affaire d'escroquerie immobilière de Ramatuelle».

Elles mettent en cause le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, Alain Peyrefitte «que laisse froid le dévoiement dans la révélation du secret de l'instruction parce qu'il est plus préoccupé de sa carrière que du bon fonctionnement de la justice».

Elles mettent en cause «certains milieux politiques où hélas mes propres amis ne sont pas exclus».

Alors, qui sont «les assassins» dont reparlait hier matin encore M. Chaban-Delmas à la radio ?

Nous sommes de ceux qui ont tout de suite dénoncé l'opération de grande envergure qui s'amorçait contre la presse en écrivant dès hier : «elle accomplit sa mission en informant l'opinion. Y compris sur ce qui touche les personnes lorsqu'il s'agit de responsables de l'Etat. S'il lui arrive de se tromper, les moyens existent de rétablir la vérité».

Tout semble maintenant indiquer qu'en effet, Robert Boulin aurait pû se battre pour «rétablir la vérité» sur l'affaire dans laquelle il était impliqué, s'il n'avait pas eu l'impression d'être victime d'une machination pour l'abattre, dont certains «de ses propres amis n'étaient pas exclus».

Aussitôt connu le drame, les Socialistes ont demandé que toute la lumière soit apportée. Nous continuons de la réclamer. Maintenant que va devoir cesser la campagne contre la presse, qui ne visait qu'à écarter les vrais responsables de leurs responsabilités. C'est-à-dire ceux qui n'ont pas permis à Robert Boulin de s'expliquer devant ses juges, comme il l'a fait dans ses lettres, pour tenter de démontrer sa bonne foi dans une affaire où il n'a peut être été qu'imprudent. Sinon piégé ? Par qui ? Pourquoi ? Manœuvre politique ? Diversion ?

Georges Fillioud

épingle

«Il n'y a plus aucune dissension interne au Parti radical».

Didier Bariani. Mardi, après l'élection du Bureau de son parti.

Congrès des élus socialistes

les 3 et 4 novembre à Arras

Le Congrès de la F.n.e.s.r a lieu tous les deux ans. La Fédération, organe de liaison et de coordination des 50.000 élus du P.s, va renouveler ses instances. Mais au-delà des problèmes statutaires, le Congrès revêt une importance politique particulière (voir nos informations en page 2).

Tricastin mis en charge

Faut-il choisir entre les coupures et les fissures ?

On apprenait mardi que, sur ordre de la direction, une série d'opérations venaient d'être lancées pour un chargement effectif de la centrale de Tricastin en début de semaine prochaine. Or c'est ce mercredi matin - coïncidence ? que Mme Rozès, présidente du Tribunal de Grande Instance de Paris, devait statuer sur l'action en référé introduite par l'association Les Amis de la Terre.

Et les informations d'ordre technique qui ont pu filtrer ces derniers jours sont bien de nature à justifier les inquiétudes sur l'évolution des fissures dont les pouvoirs publics, après avoir tenté de cacher l'existence, veulent aujourd'hui minimiser la gravité.

Un exemple : le 24 octobre, la direction d'E.d.f annonçait que «des contrôles supplémentaires avaient été effectués et n'avaient rien révélé de nouveau» et que «les explications nécessaires» avaient été données au personnel.

Or, il apparait que «l'avis favorable» aux opérations de chargement donné par le très officiel Groupe permanent chargé des réacteurs nucléaires est assorti de telles réserves au plan de la sécurité, qu'on peut le considérer comme nul et non avenu : c'est ainsi qu le Groupe permanent, dans son rapport, «attire l'attention du chef de Service de Sureté des installations nucléaires sur le fait que les conséquences de ces ruptures **ne sont pas prévues** (c'est nous qui soulignons) dans les études d'accident décrites dans le rapport provisoire de sureté».

Encore plus fort : «le Groupe permanent attire l'attention du chef du SCSIN sur le fait que le présent avis ne préjuge en rien des conditions éventuelles, quant au premier chargement, de la procédure concernant le respect de la règlementation des appareils à pression et **ne couvre donc pas le problème soulevé par la présence de fissurations sous revêtement»** (c'est toujours nous qui soulignons)

Un autre document révélé mercredi par notre confrère *Libération*, vient jeter un

(Suite en page 2)

Tricastin mis en charge

(suite de la première page)

nouveau doute -s'il en subsistait- sur l'assurance manifestée par les pouvoirs publics : une lettre adressée le 11 octobre par Jean-Claude Lévy, directeur général de Framatome, chargé de la construction des cuves, au directeur de l'industrie de Bourgogne Franche Comté. On y apprend que les résultats définitifs des vérifications sur les cuves ne seront pas disponibles avant le 31 décembre ; et que les méthodes de réparation devraient être au point «au plus tard en avril 80» dans la mesure ou «les essais de confirmation de l'absence de risque» se révèlent positifs. Ce qui signifie en clair :

1) qu'on décide de mettre en service des installations défectueuses dont on ne maîtrise pas les techniques de réparation.

2) que les fameux «robots» qui devaient effectuer les réparations n'existent qu'à l'état de projet : Framatome prévoit bel et bien des interventions manuelles, d'où l'allusion aux risques.

Au delà du débat technique, la volonté du pouvoir de lancer au plus vite le tout-nucléaire en minimisant les dangers, en refusant le débat public, en retenant toutes les informations susceptibles d'éclairer ce débat apparait plus que jamais.

A l'imprévision succèdent ainsi la précipitation, le mensonge, le cynisme, une politique de force centrée sur un seul but : créer au plus vite un état de fait, faire accepter coûte que coûte aux Français le «tout-nucléaire», en faisant jouer le chantage à la pénurie d'énergie : EDF n'a pas annoncé par hasard, dès cet été, que des coupures de courant interviendraient au cours de l'hiver.

Pourtant les Français sentent bien, en dépit du rideau de fumée entretenu par les déclarations officielles, que le choix de l'avenir n'est pas entre les fissures et les coupures. Ils savent qu'il n'existe pas de problème technique qui ne trouve, à terme, sa solution. Les fissures dans les cuves des réacteurs en sont un.

Pour protéger des sous-traitants du privé qui pensent profit d'abord, sécurité ensuite, pour préserver un secret bien commode sur leurs choix industriels et leurs procédures de décisions, les pouvoirs publics en ont fait un problème politique.

Vont-ils enfin donner les explications claires que réclament les travailleurs, les scientifiques, l'opinion toute entière ? Les élus socialistes maintiennent leur exigeance d'un moratoire et d'un débat parlementaire sur la politique énergétique.

A l'Assemblée Nationale, Rodolphe Pesce, maire de Valence et député socialiste de la Drôme, a posé mercredi une question au ministre de l'industrie. Il lui rappelle que le groupe parlementaire socialiste a demandé la suspension de toute décision de chargement jusqu'aux conclusions d'une enquête parlementaire, et lui demande : «Comment pouvez-vous justifier cette nouvelle décision précipitée alors que de grâves problèmes de sécurité à long et moyen terme se posent au travailleurs et aux populations concernées ?»

POSITION

Pourquoi Roger Salengro ?

par Colette Audry

Il est intéressant de noter que le seul nom qui ait été écrit ou prononcé dans les dépêches d'agence et sur les média dès l'annonce de la mort de Robert Boulin est celui de Roger Salengro.

Pourquoi Salengro ? Et Salengro seul ? Parce qu'il était ministre ? Le fait que le poste occupé soit le même n'autorise en aucune façon le rapprochement.

Le cas de Roger Salengro était limpide : fait prisonnier durant la guerre de 14/18, alors qu'avec l'approbation de ses chefs il se portait en avant des lignes pour ramener le corps d'un camarade tué, il avait été acquitté plus tard par le Conseil de guerre chargé d'éclaircir l'affaire. Il s'agissait donc de faits élucidés et jugés.

Profitant du fait que cette affaire, qui remontait à plus de 20 ans, était généralement oubliée, Gringoire déclencha dès le 20 août 1936 une campagne réellement et effectivement calomnieuse contre le ministre socialiste de l'Intérieur en l'accusant de désertion devant l'ennemi.

Campagne qui ne se relâcha pas, même après qu'une commission d'enquête, constituée à l'instigation de Léon Blum et composée d'anciens combattants et du chef d'Etat major de l'armée eût confirmé les conclusions du Conseil de guerre.

La calomnie est une accusation mensongère. Dans le cas de Roger Salengro, le mensonge fut maintenu contre toute évidence.

Tout autre est le cas de Robert Boulin contre lequel ont été porté des accusations, appuyées sur des documents.

Ces documents la justice les a actuellement en main. Elle n'a pas encore statué sur les accusations.

Il est stupéfiant, dans ces conditions qu'un homme comme Gilbert Grandval puisse déclarer : « La loi doit être modifiée et prévoir la disparition définitive d'un journal condamné pour diffamation et une lourde peine pour son responsable».

Car, à l'heure actuelle, le caractère diffamatoire d'articles parus dans le Canard Enchaîné, le Monde, le Matin, n'est pas démontré. Aucune instance judiciaire ne s'est prononcée.

La première condition pour que justice soit faite, c'est que la lumière soit faite. Toute la lumière.

Colette Audry

La campagne qui tend à rendre la presse responsable du geste fatal de Monsieur Robert Boulin et la part qu'y prend le Parti communiste, conduisent à rappeler un point d'Histoire. Les organes d'extrême droite - l'Action Française et Gringoire - dont les calomnies poussèrent Roger Salengro au suicide en 1936 avaient puisé tous les éléments de leur campagne de diffamation dans un journal édité dans le Nord de la France.

Ce journal s'appelait «l'Enchaîné». C'était le journal de la Fédération communiste.

Congrès des élus socialistes

Samedi et dimanche à Arras

Samedi et dimanche prochains, 3 et 4 novembre se tiendra, à Arras, le congrès de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, la plus grande fédération d'élus de France.

500 délégués représenteront plus de 50.000 militants socialistes, siégeant dans les conseils municipaux, généraux ou régionaux, dans les syndicats d'aménagement des villes nouvelles, dans les conseils de districts ou de communauté.

Ce congrès a été préparé par le bureau national de la F.n.e.s.r dont Hubert Dubedout est président et par Marcel Debarge, secrétaire national aux Collectivités locales.

Deux ans se sont écoulés depuis le dernier congrès. Il s'était tenu quelques mois après l'incontestable succès remporté par les listes d'Union de la gauche et le Parti socialiste lors des élections municipales de 1977. La Fédération avait à faire face à une situation nouvelle pour répondre à la demande de milliers de nouveaux élus. Le bilan de son activité sera fait samedi et dimanche prochain.

Pour préparer cette réunion des assemblées générales ont eu lieu dans les départements. Elles ont renouvelé leurs instances. Le Conseil national sera renouvelé, lui, à Arras. Il comprend actuellement 81 membres mais le bureau sortant proposera d'en porter le nombre à 91 dans un souci de voir la plupart des départements représentés.

«Ce congrès sera aussi une rencontre politique, dit Hubert Dubedout, pour nous tous qui exerçons nos mandats sous les pires contraintes imposées par un gouvernement qui répand le chômage et le désespoir et retire aux collectivités les moyens d'assurer les prestations que cette situation requiert».

Le 2 novembre, en effet, le Conseil national de la Fédération aura arrêté la position des élus socialistes en vue du congrès de l'Association des maires de France qui commencera le 19 novembre à Paris.

DANGER, HÔPITAL
Plan d'action socialiste

La Conférence nationale Santé, organisée à Bordeaux par le Parti socialiste (GSE national et sections locales) a dressé le bilan alarmant de la situation des hôpitaux publics après les dernières circulaires Veil et Barre.

A la fin de l'année, 88 % des hôpitaux seront en déficit et nombre d'entre eux ont déjà commencé à emprunter aux banques privées pour assurer la paye des personnels jusqu'à la fin de l'année.

Des cas concrets ont été évoqués. Comme celui de Bordeaux, où 730 licenciements sont en cours pour le seul CHR. Comme celui du CHR de Lille où la direction a demandé par circulaire de ne plus prescrire de transfusion sanguine aux cas désespérés et de ne plus implanter de pace-makers au-delà d'une certaine limite d'âge, instaurant ainsi une sorte d'euthanasie administrative (cf. l'article de Jacques Attali dans Riposte du 3 oct.).

La conférence a par ailleurs décidé une série d'actions :
- Campagne d'information auprès des élus socialistes siégeant dans les conseils d'administration des hôpitaux (un dossier est établi à leur intention).
- Rencontre avec les elus au niveau national.
- Demande d'audition par le Comité directeur sur l'urgence des problèmes de Santé.
- Rencontres, en janvier, avec les fédérations santé des différents syndicats.

«GRAND SUD-OUEST»
REJET DU PLAN GOUVERNEMENTAL

Les huit commissions du Conseil Régional de Languedoc-Roussillon ont présenté des rapports qui, à l'exception de celui confié à la droite, rejettent le plan gouvernemental comme insuffisant pour opérer le redressement nécessaire avant l'éventuelle entrée de l'Espagne dans la C.e.e.

Il faut préciser que le groupe communiste avait refusé de présenter des rapports dans la mesure où pour le P.c, redressement ou pas, l'élargissement de la C.e.e aux pays de la péninsule ibérique est totalement exclu.

Tirant les conclusions de ces rapports, Albert Crouzet, président du groupe socialiste a d'abord rappelé les préalables à l'admission de l'Espagne, tels que le P.s les a défini à Montpellier (abrogation de l'accord franco-douanier, création d'offices par produits, etc...) Ensuite il a présenté une motion contenant quatre propositions essentielles pour la sauvegarde de l'économie régionale :

- renforcement du programme d'aide à l'agriculture
- collecte locale de l'épargne
- mise en valeur des richesses maritimes et lagunaires.
- intégration du tourisme dans le cadre global du développement régional.

Les communistes, bloqués dans une attitude de refus global ont voté contre. La majorité, elle, avait disparu.

Les travaux de l'Internationale socialiste à Lisbonne

Le bureau de l'Internationale Socialiste s'est tenu à Estoril, près de Lisbonne, les 30 et 31 octobre, sous la présidence de Willy Brandt. François Mitterrand, Lionel Jospin, Pierre Joxe, Philippe Farine, y représentaient le P.s français. De quoi a-t-on parlé ?

de l'Afrique australe. Invité à participer au débat, les représentants du Swapo et de l'African National Congrès, ont fait entendre la voix de ceux qui combattent, cependant que les porte-paroles de la Zambie et du Mozambique s'exprimaient au nom des pays de la «ligne du front». Les uns et les autres ont souligné qu'ils avaient appuyé la Conférence de Londres (sur le Zimbabwé) avec la détermination d'aboutir.

Le front patriotique ayant manifesté clairement sa volonté de rechercher un compromis, le bureau a adopté une motion réaffirmant sa solidarité avec les peuples d'Afrique australe.

de l'Amérique latine. Le commandant Pastors, parlant au nom du Front National sandiniste et du gouvernement nicaraguayen, a remercié l'Internationale Socialiste pour son soutien politique et matériel, tant pendant le combat qu'après la victoire.

Un comité de l'I.S. pour l'Amérique Latine et les Caraïbes, a été créé sous la présidence de José Perna Gomez, secrétaire général du Parti Révolutionnaire dominicain.

du Moyen-Orient. Bruno Kreisky et Willy Brandt ont rendu compte des contacts qu'ils ont eux avec Yasser Arafat.

du Cambodge. Le bureau de l'Internationale Socialiste a également demandé aux différentes parties d'agir avec vigueur pour relever le défi humanitaire en Asie.

Meeting à Lisbonne

Hier soir, les dirigeants de l'Internationale Socialiste ont pris la parole au cours d'un meeting extrêmement chaleureux, rassemblant à Lisbonne plus de 10 000 personnes. Sous des formes et dans des styles divers, c'était le même message qui s'exprimait : celui qui unit socialisme et liberté.

La présence parmi les orateurs entre Willy Brandt et Mario Soarès, Felipe Gonzales et François Mitterrand, du commandant Pastors porte-parole de la révolution exemplaire du Nicaragua, était à cet égard hautement significative.

ORANGE :
LE MAIRE COMMUNISTE DEMISSIONNE
Raisons de santé ?

Orange (Vaucluse) a été conquise par l'Union de la Gauche en 1977. Depuis trois ans, la municipalité conduite par M. Giorgi (P.C.) fonctionnait en harmonie. Les minoritaires socialistes avaient obtenu d'importantes délégations, notamment aux Finances, aux Affaires Sociales, à l'Urbanisme et à la Culture.

A la rentrée changement de ton. A la suite d'un article de notre camarade Gatelle, adjoint aux Finances, qui vantait, avec l'approbation du maire, les mérites d'une gestion qui réussissait à ne pas prévoir d'augmentation d'impôts, l'adjoint communiste à l'Information fit paraître une réponse dans «La Marseillaise» où les socialistes étaient traités publiquement de diviseurs pour vouloir s'attribuer seuls les mérites de la rigueur financière.

Devant les mouvements suscités par cette initiative, le maire menaça de demissionner, si les deux groupes ne parvenaient pas à l'appaisement.

Depuis un mois le groupe socialiste a manifesté clairement, par écrits et conférence de presse, son soutien au maire. C'en était probablement trop pour certains conseillers communistes représentants plus l'appareil du P.c que la volonté populaire orangeaise.

M. Giorgi, 70 ans, reste conseiller général. Il cède la place à la mairie. Les raisons de santé ne convainquent personne.

Reste à savoir maintenant si son successeur sera aussi unitaire que lui ou si l'appareil poursuivra son opération. L'attitude du groupe socialiste dépendra de ce choix.

AFFAIRE GOLDMAN
Christian Pierret interroge le Ministre de l'Intérieur

Dans une question écrite au ministre de l'Intérieur, Christian Pierret député socialiste des Vosges s'étonne qu'un mois après l'assassinat de Pierre Goldman les services de police, chargés de mener l'enquête, n'aient à ce jour trouvé aucun indice, et se déclare frappé du silence qui entoure cette affaire. «Comme pour Henri Curiel devra-t-on se contenter de discours virulents jamais suivis d'effets ?».

Christian Pierret demande donc au ministre «s'il compte informer les citoyens sur l'activité menée par son administration quant à la recherche des criminels, surtout lorsqu'ils mettent en cause la démocratie et les libertés».

Télé - P.S.

LE PROCHAIN NUMERO DE RIPOSTE SERA DATE DU MARDI

6 NOVEMBRE



A condition d'en sortir

Les services de renseignement mènent à tout

Une nouvelle preuve est donnée de la scandaleuse confusion encouragée par le gouvernement entre les hautes fonctions représentatives de l'Etat, les responsabilités à l'intérieur des firmes multinationales et les activités de renseignement.

M. Maurice Delauney après avoir été ambassadeur de France pendant onze ans auprès de la République du Gabon quitte son poste pour la Présidence de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville. Il va être remplacé par M. Maurice Robert qui a été jusqu'en 1973 officier du SDECE .

Cette nomination satisfait pleinement le Président Bongo qui a par ailleurs salué le départ de M. Delauney en le félicitant «d'avoir été beaucoup plus l'ambassadeur du Gabon que celui de la France».

Venant après les scandaleuses affaires de Centrafrique, ces nominations impudentes montrent que le gouvernement de Giscard d'Estaing ne dissimule même plus ses intentions et ses actions.

Il fallait au Gabon, plate forme d'intervention des services de renseignements français, un ambassadeur qui soit un professionnel.

Il fallait pour défendre les intérêts des multinationales un haut fonctionnaire bénéficiant de complicités locales et capable d'intervenir sur ordre en interprétant la légalité.

On savait que M. Delauney remplissait ces deux conditions et ferait donc bien l'affaire, puisqu'il a démontré son efficacité lors des élections législatives de 1978, dans l'affaire du vote des Français de l'étranger, en faisant voter par milliers les «gabonnais» pour le bon choix.

Centrafrique

Glissements progressifs du pouvoir

Bokassa était un tyran sanguinaire. Le monde l'a appris, s'est indigné et a vu avec soulagement sa retraite. Avec d'autant plus de soulagement que cette retraite reste très discrète.

David Dacko n'est pas encore sanguinaire, mais il prend le chemin de la tyrannie. Vendredi dernier, il a suspendu toute organisation politique et toute union syndicale. Il a installé le couvre-feu. Il a laissé incendier la maison de son principal adversaire Ange Patasse.

Il n'est pas possible de savoir ce que les mouvements d'opposition de Patasse et d'Abel Goumba représentent réellement. Ce qu'ils représentent en forces populaires et en appuis extérieurs.

Mais pour le président Dacko c'est infiniment plus simple. Il représente la légitimité de Paris. Qui elle, reste immuablement vêtue des tenues léopards.

La présence dans son cabinet, à l'Intérieur et à la Sécurité, d'un citoyen français, prouve simplement que le camouflage est innefficace.

Nouvelle Calédonie :le «Front» s'adresse au peuple de France

La mission du Front indépendantiste Kanak, présidée par Roch Pidjot député de Nouvelle Calédonie a tenu, le 29 octobre, une conférence de presse à l'Assemblée nationale.

Le Front indépendantiste qui regroupe cinq partis, veut faire valoir le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple Kanak. A cette fin il a mené ces dernières semaines une campagne d'information auprès des organismes internationaux.

Il a obtenu le soutien d'une vingtaine d'ambassadeurs de différents pays auprès de l'O.n.u. Ainsi que celui du Forum du Pacifique qui réunit les douze états indépendants de cette région.

Maintenant c'est à l'opinion française que le Front s'adresse : «Nous voulons que le peuple de France sache ce que le gouvernement nous impose à 20.000 km d'ici», a déclaré Roch Pidjot. Les Kanaks dénoncent en effet les pratiques coloniales du gouvernement qui pour étouffer les revendications de 55.000 kanaks a installé au cours des dix dernières années 25.000 européens : un «génocide par substitution» affirment les Kanaks.

Ils dénoncent aussi le pillage, organisé depuis 126 ans par le pouvoir colonial, des ressources naturelles - en particulier du nickel - et le vol des terres aux indigènes.

Il y a cent ans déjà Louise Michel, a qui Alain Decaux a consacré une émission sur Antenne 2, avait tenté de défendre les Kanaks contre la brutalité de l'administration. Exilée pendant six ans en Nouvelle Calédonie, la «Vierge rouge» de la Commune avait même dressé un glossaire de leur langue.

La mission du Front indépendantiste Kanak a pris des contacts avec les partis de gauche et les syndicats français. Elle sera reçue, au début de la semaine par François Mitterrand.

Forum des promesses non tenues à Charleville Mézières

Le journal l'*Expansion* patronnait lundi à Charleville Mézières, un Forum sur les problèmes de localisation industrielle et d'aménagement du territoire. Thèmes d'actualité dans un département où le taux de chômage atteind 9,2% (3% de plus que la moyenne nationale) et où pratiquement aucune implantation d'entreprise nouvelle ne s'est faite depuis dix ans.

Rivalisant de courtoisie, le sénateur U.d.f Blin, et le président R.p.r du conseil régional Sourdille ont surtout servi de «faire-valoir» au délégué général de la D.a.t.a.r M. Chadeau, déplacé pour l'occasion.

Il y a juste un an, M. Chadeau était déjà venu dan sle département, suivant Barre, de passage en août 1977.

A chque fois, des promesses précises avaient été faites : créations de mille emplois dans l'automobile ; priorité donnée aux équipements routiers, etc.. Aucune n'a été tenue.

Le département des Ardennes, touché de plein fouet par les reconvertions des vieilles industries (forge, fonderie, estampage) et les retombées de la crise de la sidérurgie, détient le record national du chômage des jeunes. Plus de 60% des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans.

Au nom de la municipaltié d'union de la gauche de Charleville-Mézières et de son maire socialiste, Jean-Paul Bachy a souligné devant les journalistes et le représentant de la D.a.t.a.r l'état d'exaspération de la population locale. «Il n'est pas tolérable que des promesses faites à trois reprises ne soient pas tenues. Les grands Messes ne remplacent pas les décisions concrètes. Chaque fois qu'une entreprise ferme, les collectivités locales sont mises devant le fait accompli.

«Une entreprise de 300 salariés qui disparait - comme ce sera le cas prochainement pour Gailly à Charleville-Mézières - cela représente un drame pour 300 travailleurs et leurs familles. Mais c'est aussi pour les finances de la commune, l'équivalent d'une crêche par an en moins».

RIPOSTE
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils.
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Coordination : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.
☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.